

Qui est responsable de l'échec du processus de paix israélo-palestinien (depuis 1993)?

Préparer les débats en ligne

Ressources préparatoires :

- Vidéo : Débat n°2- qui est responsable de l'échec du processus de paix israélo-palestinien (depuis 1993) ? <https://www.parallelhistories.org.uk/le-conflit-israelo-palestinien>
- Sources : l'ensemble des documents nécessaires au débat sont proposés ci-dessous.

Le débat:

- Chaque orateur ou oratrice prépare un discours argumenté d'1 à 2 minutes, défendant le point de vue étudié. Chaque orateur ou oratrice doit baser son argumentaire sur un des documents proposés, au minimum.
- Les orateurs et oratrices de chaque camp prendront tour à tour la parole, sans être interrompu.
- Le 4^{ème} orateur.trice proposera une conclusion d'1 à 2 minutes à l'issue de ce premier tour.

Jury:

- A la fin du débat, les enseignants.tes proposeront un retour pour l'ensemble des orateurs et oratrices.
- Ces retours porteront sur le contenu des arguments avancés, notamment sur l'exploitation des documents, et sur la qualité de prestation orale (ton, rythme etc..)
- Parallel Histories se chargera d'animer et modérer les débats.

Conseils et astuces pour réussir son débat:

- Préparer vos discours sous la forme de notes rédigées sous une forme télégraphique, en privilégiant les tirets par exemple. Vos propos seront d'autant plus persuasifs que vous regarderez davantage la caméra que vos notes.
- Plus vous faites référence explicitement à vos sources, plus votre argument sera convaincant.
- Pensez à jouer avec votre timbre de voix, avec les intonations, les silences...vous capterez davantage votre auditoire.

Qui est responsable de l'échec du processus de paix israélo-palestinien (depuis 1993)?

-Faites preuve d'esprit critique à l'égard du contenu des sources proposées et de leur contexte de production. Ainsi, demandez vous systématiquement pourquoi cet article a-t-il été rédigé ou cette carte réalisée ? Est-ce que la contextualisation des sources peut être un atout pour votre argumentation ?

Préparer et mener les débats:

-Chaque équipe aura préparé deux sujets de débat. Nous attendons des écoles qu'elles coordonnent cette préparation, mais Parallel Histories peut organiser des ateliers de préparation en ligne si vous en faites la demande.

-Les élèves pourront trouver tout le matériel de recherche et les instructions dont ils ont besoin dans les kits de préparation.

-Pour les élèves désireux de faire des recherches plus approfondies, il existe d'autres documents sur le site internet Parallel Histories et les enseignants peuvent choisir d'utiliser ce matériel avant ou après les débats.

-Instructions techniques : les débats ont lieu via Zoom. Parallel Histories enverra les instructions de connexion aux enseignants pour qu'ils puissent les envoyer à leurs élèves.

-Les équipes ne participant pas au débat en cours seront placés dans leur propre salle de sous-commission avec leur professeur, dans l'attente de leur passage.

-

Qui est responsable de l'échec du processus de paix israélo-palestinien (depuis 1993)?

Le récit palestinien

1. La signature des accords d'Oslo en 1993 n'a jamais suscité le consensus au sein de la société israélienne. L'assassinat du Premier Ministre et prix Nobel de la Paix Yitzhak Rabin illustre la division profonde et violente d'une société à l'égard du processus de paix. Le gouvernement Netanyahu s'est montré hostile au processus de paix dès son élection en 1996 : il affirme alors ouvertement vouloir établir un "Grand Israël" de la Mer Méditerranée au Jourdain, écartant de facto la solution à deux Etats, 3 ans à peine après la signature des accords d'Oslo.
2. L'intransigeance supposée des Palestiniens lors du sommet de Camp David en 2000 est largement un mythe, diffusé par les Israéliens et les Américains pour couvrir leurs responsabilités dans l'échec de ce sommet et fragiliser l'Autorité Palestinienne. Cet échec a suscité l'exaspération et le désespoir des Palestiniens puisque que le processus de paix n'a jamais su faire cesser l'occupation et la colonisation des territoires palestiniens. L'explosion de la Seconde Intifada fut durement réprimée et a permis à la droite israélienne, ouvertement hostile au processus de paix, de revenir au pouvoir avec l'élection d'Ariel Sharon en 2001. Depuis lors, les Israéliens n'ont jamais cessé de saboter les efforts en direction de la paix entrepris depuis les accords d'Oslo et en ont blâmé jusqu'à sa mort Yasser Arafat, leader historique de la cause palestinienne et prix Nobel de la paix.
3. La violence de la Seconde Intifada (2000-2005) a servi de prétexte aux Israéliens pour la construction d'un mur de séparation entre les territoires palestiniens et Israël. En réalité, ce mur est un instrument de rétorsion et a permis aux Israéliens d'annexer des pans entiers de territoires pourtant considérés comme des colonies illégales au regard du droit international. Ce mur rend également insupportable la vie quotidienne des Palestiniens résidant à proximité. L'isolement des Palestiniens s'accroît avec le soutien affiché des Etats-Unis à Israël, dont l'alliance est renforcée au nom de la guerre contre le terrorisme après les attentats du 11 septembre 2001. Alors que les plaies de la répression israélienne lors de la Seconde Intifada sont toujours béantes, les Palestiniens ne peuvent plus compter sur le rôle d'"honnête courtier" des Etats-Unis dans le processus de paix et sont contraints de privilégier des voies de négociations multilatérales, au sein des Nations-Unies.
4. Le processus de paix a échoué car, depuis les années 2000, aucun gouvernement israélien n'a souhaité faire les concessions nécessaires en vue de parvenir à la paix. La colonisation des territoires palestiniens s'est d'ailleurs intensifiée depuis le retour au pouvoir de B. Netanyahu en 2005, mettant en péril la possibilité de créer un Etat palestinien viable. Malgré l'impasse des négociations avec Israël et le mitage continu de son territoire par les colonies israéliennes, l'Autorité Palestinienne continue de privilégier une solution diplomatique pour aboutir à la reconnaissance d'un Etat palestinien comme l'illustre la demande d'adhésion de l'Etat de Palestine aux Nations-Unies en septembre 2011.
5. La société israélienne est déchirée par des fractures internes qui fragilisent son caractère démocratique. Alors que la minorité arabe est toujours plus exclue de la société, l'opposition politique et les acteurs de la société civile rejetant l'annexion des territoires palestiniens sont considérés comme des traîtres à la nation. La crise politique profonde que traverse le pays s'incarne aussi dans l'incapacité à former un gouvernement stable malgré trois élections législatives en moins d'un an. L'instabilité politique israélienne marginalise davantage le plan de paix américain proposé en 2019 par l'administration Trump et dénoncé par les Palestiniens comme outrageusement en faveur d'Israël. Il propose la création d'un Etat palestinien morcelé donc intenable, reconnaissant de fait Jérusalem comme seule capitale d'Israël et la légalité des colonies. Loin d'être isolés, les Palestiniens continuent d'être soutenus par une large partie de la communauté internationale.

Proche-Orient Samedi soir à Tel-Aviv, à l'issue d'un grand rassemblement en faveur de la paix, le premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, est tombé sous les balles d'un jeune Israélien de 27 ans, proche des milieux sionistes d'extrême droite. La société israélienne est frappée de stupeur devant le fait qu'un juif ait assassiné un autre juif. Le processus de paix se trouve touché à mi-parcours. Shimon Peres reprend le flambeau

RABIN ASSASSINÉ ISRAËL EN DÉSARROI

JÉRUSALEM
DE NOTRE CORRESPONDANT

L'annonce de la paix entonnée par 200 000 personnes rassemblées pour soutenir le processus de paix résonne encore sur l'immense place des Rois de Tel-Aviv, samedi à 21 h 40, heures locales, quand le premier ministre Yitzhak Rabin s'éveille, évanouissant. Ygal Amir, étudiant de 27 ans, inscrit à la faculté de droit, de surcroît à l'université religieuse Bar Ilan à Tel-Aviv, vient de tirer contre lui trois balles de revolver à bout portant.

Jamais, depuis la création d'Israël en 1948, un dirigeant politique n'avait été assassiné. L'agresseur affirme avoir agi impulsivement et avoir été guidé par Dieu. Il appartient pourtant au groupe extrémiste juif Eyal, et l'attaque a été revendiquée par un groupeuscule inconnu, de la même mouvance.

Toutes voix confondues, laïcs et religieux devaient qu'un tabou a été brisé. « Notre État ne sera plus jamais le même », constate le ministre de l'Économie, Yossi Sarid, agnostique déclaré et amoureux de la démocratie. « Ce sacrilège porte atteinte au commandement : « Tu ne tueras point », résisterait le grand rabbin d'Israël, Israel Lau.

« C'est impossible. C'est un mauvais rêve... »

En mars, Yitzhak Rabin aurait été son 74^e anniversaire, et ses compatriotes sont dispersés. Chacun reprend déjà les derniers vœux d'Éhud Barak, le poète national. « C'est impossible. C'est un mauvais rêve surgi au milieu de l'après. Il reviendra. Il va se relever. »

Général vainqueur de la guerre de juin 1967 et prix Nobel de la Paix 1994, Rabin entre dans la légende quatre ans après l'assassinat du président égyptien Anouar el-Sadate. Devant sa résidence à Ramat Aviv, des milliers de personnes viennent se recueillir. Silencieusement, elles se figent au garde à vous après avoir allumé une bougie du souvenir.



Shimon Peres assis à côté du siège vide d'Yitzhak Rabin, dimanche, lors d'une réunion du cabinet à Jérusalem. Ses intentions sont de poursuivre, voire de donner une nouvelle impulsion au processus de paix, profitant du discrédit entourant la droite israélienne. (Photo AP)

Des larmes coulent sur les visages graves. Dans les écoles, on essaie d'expliquer le drame aux enfants. Des centaines de milliers de personnes défilent devant la dépouille mortelle exposée à la Knesset (Parlement) dans un cercueil recouvert du drapeau bleu et blanc frappé de l'étoile de David.

L'État juif n'a jamais été aussi déchiré, et le chef de l'État, Ezer Weizman, pleureuse « l'unité ». Le chef de l'opposition Likoud (droite nationaliste), Benjamin Netanyahu, lui emboîte le pas en appelant « à la retenue, au sang-froid et au sens des responsabilités de chacun ». Mais l'ancien Mer Shalev s'insurge. Pour lui, « il y a bel et bien deux camps en Israël, celui de la paix et celui qui y est opposé. C'est toujours dans ce deuxième camp que se trouvent les assassins et leurs accom-

plisseurs directs et indirects ». Répétant un deuil national de quarante-huit heures et requerré dans la douleur, les Israéliens veulent éviter « la guerre fratricide ». Par moins de 40 chefs d'État et premiers ministres étaient attendus lundi aux funérailles militaires de Yitzhak Rabin, au mont Herzl, à Jérusalem. L'heure est grave, et le redéploiement des troupes en Cisjordanie est, lui aussi, provisoirement suspendu.

« Mais chacun sait qu'il s'agit uniquement d'une pause. Déjà, le ministre de la santé, Ephraïm Sneh, avertit qu'il y aura des réajustements de comptes. « Le meurtre de Rabin est le résultat de la propagande de la droite. Et le paiement très cher », a-t-il noté. Selon le professeur Elud Sprinzak, expert des groupuscules d'extrême droite, « cet as-

assinat était malheureusement trop prévisible ». Il était même annoncé sur les murs par les drapeaux de la droite.

La virulence des extrémistes juifs

Depuis plus d'un an, le Likoud et les colons de Cisjordanie et Gaza mènent une virulente et systématique campagne de déstabilisation du gouvernement. Ils contestent sa légitimité et exigent des élections anticipées en arguant qu'il ne dispose pas d'une majorité juive à la Knesset. S'appuyant sur les partis tenant de la minorité arabe, ce gouvernement n'a selon eux pas le droit d'engager l'avenir d'Israël (le Grand Israël).

Pour les courants extrémistes, Rabin, s'il n'est rien moins qu'un « traître » et un « assassin ». Un montage photo l'a même montré

avec un uniforme de la Gestapo, et des extrémistes archaïques se sont. Des dirigeants de droite comme Elyakim Haseini n'ont pas hésité à comparer l'accord avec l'OLP à « un remake des accords de Munich » et à traiter Rabin de « collaborateur ». Des rabbins ont carrément appelé l'armée à la désobéissance, et d'autres ont collectivement prié pour le mort du premier ministre.

Aujourd'hui mis au banc des accusés, le Likoud fait son examen de conscience. Il doit reconnaître sa stratégie, car la ruse s'est décidément perdue avec une armerie, et il s'attend aux retours de bâton du fait de son laxisme envers ses alliés d'extrême droite.

À 72 ans, le chef de la diplomatie Shimon Peres est devenu dans des circonstances tragiques premier ministre d'un gouvernement de transition. Il s'attend res-

porter les efforts de paix et devrait être chargé par le président Weizman de former le prochain cabinet. Il n'a pas l'intention de dissoudre la chambre pour organiser des élections anticipées, et pourrait au contraire préférer du discrédit entourant la droite pour donner une nouvelle impulsion au processus de paix avant la fin de la législature en octobre. Lors de sa nomination en mars, le Parti travailliste devrait définir sa plate-forme, et la création d'un État palestinien serait à l'ordre du jour. Plusieurs personnalités prometteuses seraient propulsées sur le devant de la scène politique, notamment l'ancien chef d'État-major Elud Barak, le ministre de l'Économie Yossi Sarid, et le populaire secrétaire général de la centrale syndicale Histadrout, Haim Ramon.

> **Juillet 1996**, pages 18 et 19

DU PROCHE-ORIENT AU GOLFE, LES ÉTRANGES INGRÉDIENTS DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE

Le gouvernement de M. Nétanyahou contre la paix

PAR AMNON KAPELIOUK

[APERÇU](#)

EXTRÉMISTES, agressifs, nationalistes et populistes, les discours du chef de la droite israélienne, M. Benyamin Nétanyahou, lors de la récente campagne électorale, n'étaient pas de vains slogans à l'intention de ses partisans surexcités. Ils imprègnent son projet gouvernemental le plus intransigeant, le plus « faucon » jamais adopté en matière de politique régionale. M. Nétanyahou ne cache pas ses visées expansionnistes, inspirées par des principes religieux. « *C'est à nous que Dieu a donné ce pays qui s'étend de la mer jusqu'au Jourdain* ». a-t-il affirmé après son élection comme premier ministre.

**Election de B. Netanyahou au poste de Premier Ministre
(1996-1999)– Le Monde diplomatique**

Perspective monde

Outil pédagogique des grandes tendances mondiales depuis 1945



Pays Statistiques Années Événements Analyses Biographies Vidéos Docum

28 septembre 2000

Début d'un deuxième soulèvement (intifada) en Palestine

Texte rédigé par l'équipe de Perspective monde



Ariel Sharon

La visite du chef du Likoud, Ariel Sharon, sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem, provoque de vives réactions chez les Palestiniens. Elle sera suivie par une reprise des hostilités avec Israël qui se poursuivront pendant plusieurs années.

L'échec des récents pourparlers de Camp David II alimente le mécontentement qui est à l'origine de ce second soulèvement populaire (intifada). La visite de Sharon, un leader de la droite israélienne, sur

l'esplanade des mosquées, enflamme les Palestiniens qui perçoivent ce geste comme une provocation. La violence s'accroît rapidement. Cette escalade prend la forme d'attentats palestiniens à la bombe ainsi que d'attaques ciblées des Israéliens qui érigent également un mur en Cisjordanie afin de protéger leurs colons. Malgré des tentatives de médiation et l'annonce de cessez-le-feu, la situation continue de se détériorer. Alors que Sharon, devenu premier ministre en février 2001, exige la fin des attentats, les Palestiniens demandent pour leur part le retrait des colons israéliens établis dans les territoires occupés. La mort de Yasser Arafat (novembre 2004), un apaisement avec l'Autorité palestinienne et le démantèlement de colonies israéliennes, en 2005, favoriseront une baisse de la violence. On évalue néanmoins à plusieurs milliers le nombre de victimes de ce second intifada.

**La 2nde Intifada (2000-2005) - Perspective Monde -
Université de Sherbrooke.**

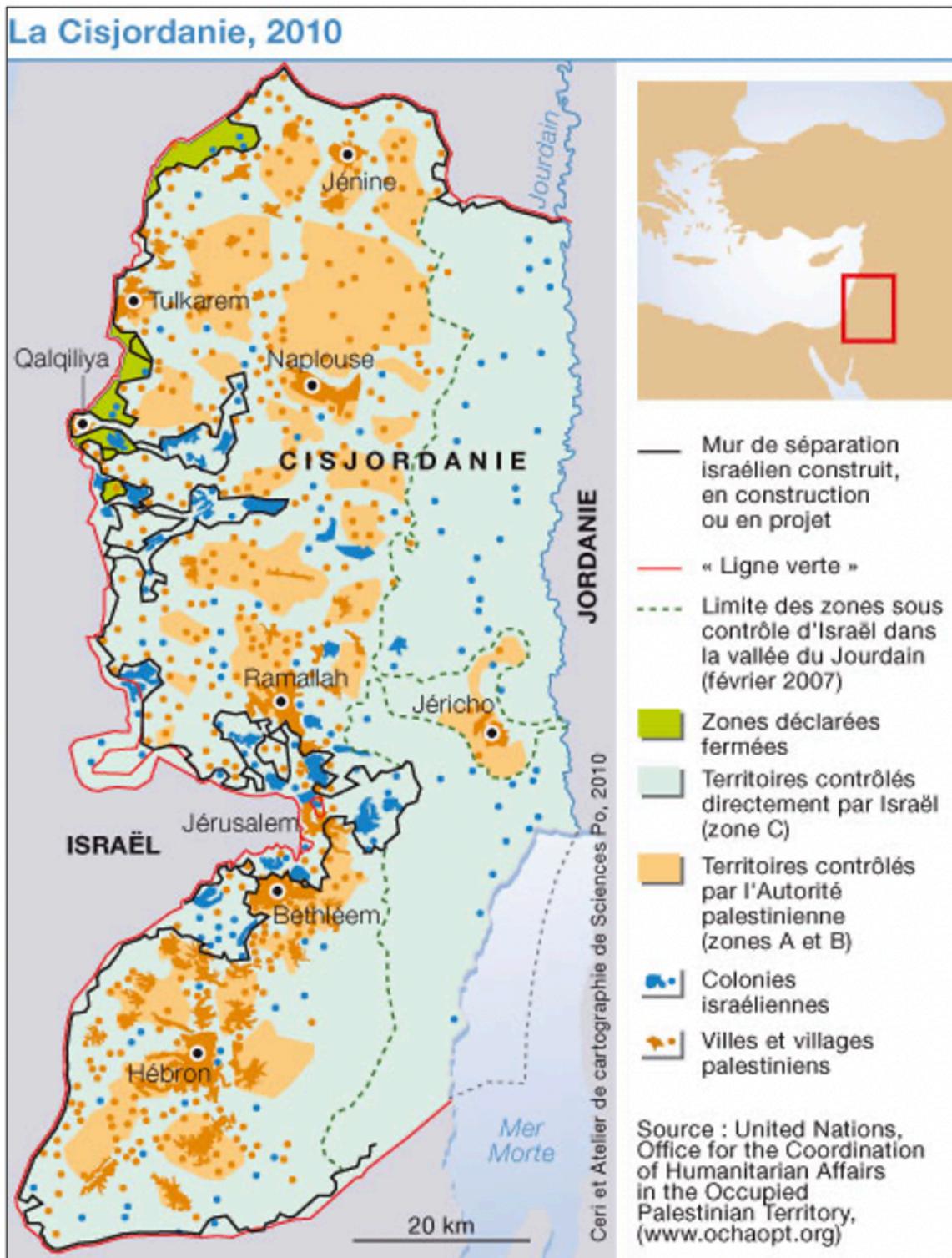
PROCHE-ORIENT

Un an après l'échec de Camp David, un adjoint de Clinton prend la défense d'Arafat

Robert Malley, membre du Conseil national de sécurité sous Bill Clinton, qui était à Camp David dans l'équipe des médiateurs, s'apprête à publier un livre qui prend le contre-pied de cette interprétation unilatérale. Il a déjà déclenché un furieux débat. Malley, qui forcément sait de quoi il parle, n'oublie aucune des erreurs commises, ni aucune des frustrantes intransigeances palestiniennes. Mais s'il a pris la plume, c'est pour dénoncer des falsifications qui ne peuvent désormais qu'attiser le brasier proche-oriental. Il en retient trois:

1. Camp David, dit-on, fut un test qui fit apparaître les véritables intentions d'Arafat et son refus du compromis. Pour Robert Malley, cette interprétation si communément admise est contraire à la vérité. Le leader palestinien ne voulait pas venir à Camp David, et il donnait ses raisons. Les désaccords étaient trop grands pour être réglés en quelques jours. Ehud Barak n'avait pas tenu toutes ses promesses d'évacuation et la colonisation continuait. Sa position, à lui Arafat, devenait dans ces conditions de plus en plus fragile et coupée de l'opinion arabe, alors qu'Israël bénéficiait du soutien sans faille des Etats-Unis. Bill Clinton l'a pourtant convaincu de venir malgré tout, en lui disant que, si la négociation échouait, il ne l'en tiendrait pas responsable. Le président américain a fait ensuite exactement le contraire...

Le mythe de l'intransigeance palestinienne lors du sommet de Camp David en 2000 – Le Temps



Depuis 2002, les autorités israéliennes ont entrepris la construction d'une « barrière de séparation » d'une longueur de 725 km (achevée aux deux tiers). Sa vocation est double, sécuritaire (empêcher la pénétration de terroristes) mais aussi politique, puisqu'elle rattache de facto unilatéralement à Israël 8,5% de la Cisjordanie.

Alain Dieckhoff, "Quelles frontières pour l'État d'Israël ?", *CERISCOPE Frontières*, 2011, [en ligne], <http://ceriscope.sciences-po.fr/content/part3/quelles-frontieres-pour-letat-disrael>



UN SITE AU SERVICE
DES CITOYENS



Travaux parlementaires

Vos sénateurs

Europe & International

Territoires

Connaître le Sénat

b) Une « relation spéciale » avec les Etats-Unis

Les relations israélo américaines forment un partenariat à la fois privilégié et équilibré.

L'aide civile et militaire des Etats-Unis à Israël représente plus de 3 milliards de dollars par an. Israël est ainsi le premier destinataire de l'aide extérieure américaine, pour un tiers du total. Le pays bénéficie également de la garantie américaine pour sa sécurité et d'un soutien politique jamais démenti dans les instances internationales^{10(*)}

A la proximité historique des deux pays s'est ajoutée progressivement, à la suite des événements du 11 septembre 2001, une communauté de vues croissante sur la lutte contre le terrorisme et l'évolution du monde arabe qui se manifeste par une adhésion aux choix faits par le gouvernement israélien. La politique sécuritaire et le discrédit porté sur l'Autorité palestinienne comme partenaire sont ainsi soutenus par l'administration américaine.

Profondément investie dans la définition du statut final à Camp David, l'administration américaine a adopté une position plus en retrait après l'échec du sommet de l'été 2000 et l'entrée en fonction du président Bush en janvier 2001.

Les Etats-Unis ont cependant pris toute leur place dans le vote de la résolution 1397 du conseil de sécurité en faveur de la coexistence de deux Etats, puis dans la préparation de la feuille de route, endossée par la résolution 1515.

Dans son discours du 24 juin 2002, le président américain exposait sa vision de deux Etats « vivant côte à côte dans la paix et la sécurité ». En appelant de ses vœux l'émergence d'un nouveau leadership palestinien, George Bush faisait référence à l'ensemble des résolutions pertinentes des Nations unies pour définir les termes du règlement final.

Mais les Etats-Unis ont par la suite adopté une position de plus en plus proche de celle d'Israël. Le soutien américain a culminé avec la lettre de garanties accordée par le président américain au plan de retrait unilatéral du premier ministre israélien le 14 avril 2004. Les Etats-Unis ont affiché à cette occasion une partialité assumée, particulièrement mal ressentie par les Palestiniens.

Au cours de l'entretien de votre délégation avec le Premier ministre palestinien, celui-ci a estimé que les Etats-Unis avaient « bradé » toutes les cartes dont pourraient disposer les Palestiniens dans la négociation, tout en donnant carte blanche à Israël.

Par un alignement croissant sur les positions israéliennes, les Etats-Unis se sont progressivement interdit d'utiliser leur influence pour peser sur les décisions israéliennes, prenant ainsi le risque d'afficher une partialité mal ressentie dans l'ensemble de la région et se privant de la position d'« honnête courtier » dans le conflit.

Israël/Etats-Unis : une relation spéciale...au détriment des Palestiniens.

« Israël et territoires palestiniens : De la paix négociée au fait accompli ? »

Commission des Affaires Etrangères – Sénat- 9 juin 2004

 Consulter
le journal

ACTUALITÉS ▾

ÉCONOMIE ▾

VIDÉOS ▾

OPINIONS ▾

CULTURE ▾

M LE

LES DÉCODEURS

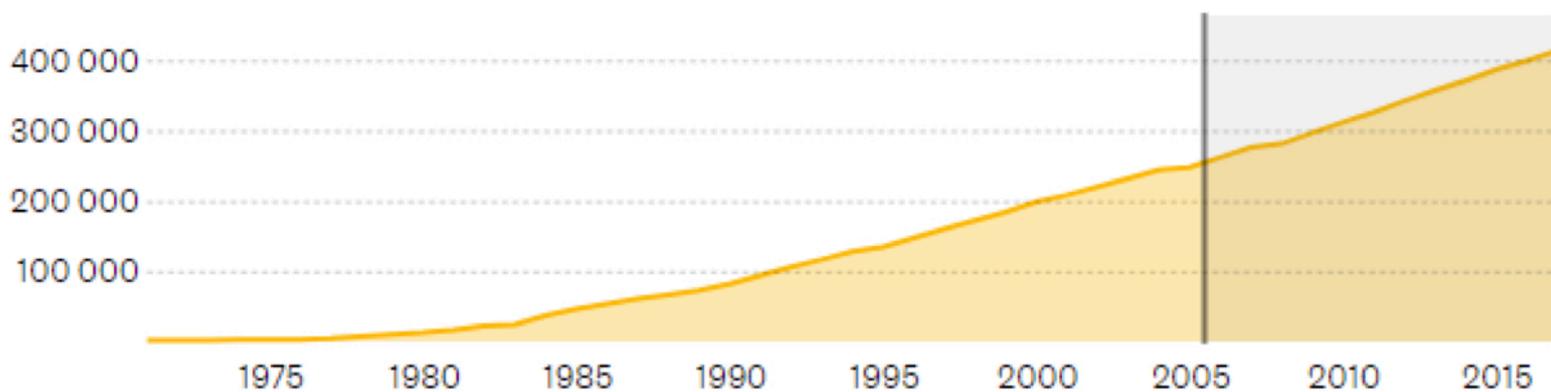
Favoris ★

Colonies israéliennes en Cisjordanie : près d'un demi-siècle d'installations illégales

L'année 2016 a été marquée par une phase active de colonisation de la Cisjordanie de la part du gouvernement de Benjamin Nétanyahou.

Par Pierre Breteau - Publié le 04 janvier 2017 à 17h39 - Mis à jour le 31 juillet 2018 à 09h41

166 100 colons supplémentaires en 12 ans (2005-2017)



Le nombre de colons israéliens accélère depuis le retour de B. Netanyahou au pouvoir en 2005 – Le Monde- 04 janvier 2017

ACTUALITE

Etat palestinien, les espoirs et les risques

Par Catherine Gouëset,

publié le 20/09/2011 à 10:30 , mis à jour le 23/09/2011 à 12:00

L'EXPRESS

ACTUALITÉS -

LE CORONAVIRUS

ÉCONOMIE -

L'HEBDO -

Il ne reste plus d'autre issue après des années de blocage

Aux Israéliens qui mettent en garde les Palestiniens contre toute action "unilatérale", les Palestiniens ont beau jeu de rétorquer que la négociation bilatérale a échoué. Près de 20 ans après les accords d'Oslo, et 63 ans après le plan de partage de l'ONU qui prévoyait une solution à deux Etats, les négociations sont au point mort et la colonisation se poursuit inexorablement.

En juillet 2010, un rapport de l'organisation israélienne de défense des droits de l'Homme B'Tselem indiquait que les colons présents en Cisjordanie occupent 42% du territoire. A quoi il faut ajouter les rives du Jourdain et les zones annexés par le mur de séparation avec Israël, tandis que Jérusalem-Est compte désormais autant de Juifs que d'Arabes (voir le blog de l'essayiste Dominique Vidal). A ce rythme, "il n'y aura bientôt plus rien à négocier, constate Khalil Tafakji, ancien cartographe de la délégation palestinienne", interrogé par le Nouvel Obs.

« Etat palestinien, les espoirs et les risques » – L'Express - 20 septembre 2011.

Le 24 septembre 2011, M. Abbas, président de l'Autorité palestinienne déposait la demande d'adhésion de l'Etat de Palestine aux Nations-Unies.

Pression sur les Palestiniens

Les populations laïques subissent la loi de la minorité orthodoxe, qui représente 20% de la population. Les trois millions de Juifs américains – pratiquant en majorité un judaïsme réformé et faisant partie des plus grands donateurs –, n'ont pas accès au lieu le plus saint, le Kotel (Mur des lamentations), sur interdiction des Juifs ultra-orthodoxes.

À l'autre bord de l'échiquier politique, les nationalistes et les sionistes religieux dictent aussi leurs lois pour étendre la pression sur les Palestiniens. Face à un gouvernement affaibli, ils exigent à présent d'annexer purement et simplement la Cisjordanie, sans préciser le statut final des populations arabes qui y vivent. En attendant, ils obtiennent chaque jour le droit de développer et d'amplifier les constructions au-delà de la «ligne verte».

Les voix qui s'élèvent pour rejeter le programme nationaliste sont taxées sans détour de gauchistes. La gauche historique, qui prône des négociations avec les Palestiniens, est vouée aux gémonies, quand ses dirigeants ne sont pas considérés comme des traîtres au pays lorsqu'ils parlent de négocier la paix.

Pour consolider sa majorité, le Premier ministre a décidé de se rapprocher de l'extrême droite plutôt que de la gauche ou du centre. Ce choix a été critiqué au sein même de son propre camp: plusieurs membres du Likoud ont élevé la voix contre l'extrémisme.

Israël sur la voie d'une crise démocratique?
Jacques Benillouche, Slate.fr, 23 janvier 2018



L'Autorité Palestinienne, par l'intermédiaire de son Président, Mahmoud Abbas, rejette le plan de paix de l'Administration Trump – lors d'un sommet du Conseil de Sécurité des Nations Unies le 12 février 2020

Photo : Joan Eizele – AFP

En haut des cartes : «*The Palestinians Historic Compromise. Trump Plan*»

Traduction : « Les compromis historiques des Palestiniens...et le plan Trump ».

Qui est responsable de l'échec du processus de paix israélo-palestinien (depuis 1993)?

Le récit israélien

1. Le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens amorcé avec la signature des accords d'Oslo en 1993 se trouve très rapidement confronté à la réalité d'une violence meurtrière contre les civils israéliens qui n'a jamais cessé. L'Autorité Palestinienne de Yasser Arafat, par manque de volonté et manque de moyen, n'empêche pas la montée en puissance de l'organisation islamiste nationaliste Hamas qui prône la violence armée contre Israël et rejette fermement les Accords d'Oslo et de manière générale tout accord de paix avec Israël.
2. Le processus de paix a échoué en raison de l'intransigeance du chef palestinien Yasser Arafat lors des négociations de paix avec les Israéliens lors du sommet de Camp David en 2000 aux Etats-Unis. Ce sommet fut perçu comme "la dernière meilleure chance de paix" par les observateurs internationaux puisque le Premier ministre israélien Ehud Barak avait offert plus 80% des territoires de Cisjordanie et Gaza et proposé une partie de souveraineté palestinienne sur Jérusalem, une concession jusque-là taboue en Israël. Y. Arafat était pourtant le dernier leader palestinien capable de faire accepter aux Palestiniens les concessions nécessaires à un accord de paix. Il a aussi maintenu une position ambiguë à l'égard des attentats suicides qui frappèrent au hasard les civils israéliens lors de la Seconde Intifada, précipitant ainsi la construction de la barrière de sécurité. La confiance dans la volonté des Palestiniens de parvenir à un compromis s'est ainsi effondrée.
3. Les Palestiniens n'ont jamais complètement renoncé à la violence pour atteindre leurs objectifs. La figure du martyr reste le ciment de l'unité nationale. La victoire électorale du parti islamiste Hamas lors des élections de 2006 en Cisjordanie et à Gaza, a montré le soutien à la lutte armée et le refus de l'existence d'Israël. La guerre civile palestinienne entre le Fatah et le Hamas entre 2006 et 2011 a laissé le Hamas seul maître de la bande de Gaza. Les négociations de paix avec Israël sont devenues secondaires puisque l'Autorité Palestinienne dominée par le Fatah de Mahmoud Abbas n'est plus maître du territoire sur lequel elle entend pourtant créer un Etat palestinien. Israël se retrouve donc sans partenaire stable et fiable pour faire la paix.
4. Les Palestiniens ont une nouvelle fois rejeté une proposition de paix des Israéliens en 2008 sans motif majeur alors que les conditions semblaient pourtant réunies pour un accord. Le chef de l'Autorité palestinienne et du Fatah Mahmoud Abbas porte une lourde responsabilité dans l'échec du processus de paix en ayant conclu un accord de réconciliation avec le Hamas en 2014, une organisation considérée comme terroriste par les Etats-Unis et l'Union Européenne et qui appelle à la lutte armée et la destruction d'Israël. Ce faisant, les Palestiniens ont préféré tourner le dos à la paix et en formant un gouvernement d'union, ce qui interroge sur leurs véritables intentions.
5. Le processus de paix a échoué parce que les dirigeants palestiniens n'ont pas le soutien des principales puissances arabes voisines, l'Égypte ou l'Arabie Saoudite alliées des Etats-Unis dans leur lutte contre l'influence iranienne au Moyen-Orient. A Gaza, le Hamas, a aliéné l'élite militaire traditionnelle qui contrôle l'Égypte en s'alliant avec leur rivaux, les Frères musulmans, qui ont brièvement détenu le pouvoir en Égypte en 2012. En Cisjordanie, les relations entre l'Autorité Palestinienne et le gouvernement saoudien se tendent face au refus des Palestiniens d'accepter le plan de paix proposé par l'Administration Trump. Par ailleurs, Mahmoud Abbas qui a succédé à Arafat en 2005 est trop faible faire la paix. Il manque personnellement de légitimité démocratique car il n'y a pas eu de nouvelles élections présidentielles depuis 2006. Enfin, l'Autorité palestinienne, qui gère les services locaux en Cisjordanie a, par la corruption et le népotisme, perdu le respect de nombreux citoyens palestiniens.



l'Humanité

POLITIQUE SOCIÉTÉ SOCIAL-ECO MÉDIAS CULTURE ET SAVOIRS SPORTS MONDE PLANÈTE EN DÉBAT VOS DROITS

Mardi, 27 Février, 1996

SHIMON PERES DEMANDE À YASSER ARAFAT DE
«DÉSARMER LES TERRORISTES»

Après les attentats dont le bilan s'est alourdi à 27 morts, le premier ministre israélien exige de l'Autorité palestinienne des mesures contre les intégristes

TANDIS que le peuple israélien en deuil enterrait les 27 victimes des attentats de dimanche, Shimon Peres a redit hier devant la Knesset (Parlement) sa détermination à poursuivre le processus de paix. Mais en demandant à Yasser Arafat de «désarmer les terroristes». «L'Autorité palestinienne doit remplir ses engagements et nous les nôtres, a-t-il dit. Nous n'arrêterons pas le processus de paix. Mais en même temps nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour frapper les terroristes, où qu'ils se trouvent. L'Autorité palestinienne doit décider de désarmer les terroristes, sinon elle risque de perdre son autorité. J'ai demandé à Arafat de faire arrêter des personnes soupçonnées d'avoir organisé les précédentes attaques et nous allons lui présenter une série de demandes à ce sujet. La manière dont elle y répondra constitue pour nous un test fondamental.»

A noter que la police palestinienne a annoncé hier avoir arrêté 37 personnes du Hamas

« Shimon Peres demande à Yasser Arafat de désarmer les terroristes », Libération, 27 février 1996.

Cheikh Yassine, chef spirituel du Hamas, répond à «Libération». Contre Israël, «l'action militaire».

Par [Alexandra Schwartzbrod](#) — 6 août 1999 à 00:23

f PARTAGER

🐦 TWEETER



➔ Cheikh Yassine, chef spirituel du Hamas, répond à «Libération». Contre Israël, «l'action militaire».

Gaza envoyée spéciale

Pour accéder à la maison de Cheikh Ahmed Yassine dans la banlieue de Zeitoun, au sud de la ville de Gaza, il faut quitter l'asphalte et zigzaguer sur un chemin de sable entre pelleteuses, ânes et ordures. La route ne va pas jusqu'à lui. Le chef spirituel du Hamas, le mouvement de la résistance islamique fondé en décembre 1987 peu après le début de l'intifada, est pour l'instant en dehors du jeu qui se joue depuis quelques semaines entre Palestiniens et Israéliens autour d'un processus de paix auquel il s'est toujours opposé. Mais l'organisation extrémiste palestinienne, dont l'acronyme arabe signifie également «ferveur», pourrait bien faire à nouveau parler d'elle.

«Nous devons résister à l'occupant plus que jamais», déclare Cheikh Yassine dans une interview à Libération, tout en se disant prêt à accepter la main tendue dimanche au Caire par les représentants du Fatah, la principale faction au sein de l'OLP, et du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), jusque là membre du «front du refus» au processus de paix. «A condition, précise le chef du Hamas, que les accords d'Oslo ne soient pas la base des discussions.»

« Cheick Yassine, chef spirituel du Hamas répond à Libération. Contre Israël, l'action militaire », Alexandra Schwartzbrod, 6 Août 1999, Libération.



CAIRN.INFO

CONNEXION

REVUES | OUVRAGES | QUE SAIS-JE ? / REPÈRES | MAGAZINES | MON CAIRN.INFO

ACCUEIL > REVUES > REVUE > NUMÉRO > ARTICLE



- CITER OU EXPORTER
- AJOUTER À MA BIBLIOTHÈQUE
- SUIVRE CETTE REVUE

Tout le problème est que le Premier ministre israélien a une personnalité rationnelle, cartésienne, alors qu'Arafat évolue dans la mythologie. Ce dernier reste un homme religieux qui s'est toujours présenté comme un Saladin des temps modernes. Il continue de planer dans les sphères élevées de l'éthique musulmane, de l'éthique des réfugiés, de l'éthique palestinienne. Les questions concrètes ne l'intéressent pas. Même son discours n'a rien de réaliste : il ne formule ni n'achève jamais vraiment ses phrases ; il utilise des métaphores, des codes. Vous ne sortez pas de chez lui avec des positions sur tel ou tel sujet. Vous pouvez parvenir à des arrangements intérimaires et des redéploiements partiels, oui, parce qu'il suppose que ce qu'il ne peut obtenir aujourd'hui, il l'obtiendra demain. Une négociation réussie l'aurait plongé dans une détresse terrible : il cessait d'être un mythe et n'était plus que le dirigeant d'un petit pays. Cet éternel globe-trotter avait peur, tout simplement, de se retrouver seul confronté à la réalité. Voilà pourquoi la rencontre des deux hommes entre les bungalows en bois et les pelouses du Maryland ne pouvait être couronnée de succès. Aucun dirigeant israélien n'aurait pu parvenir à un accord avec le leader palestinien.

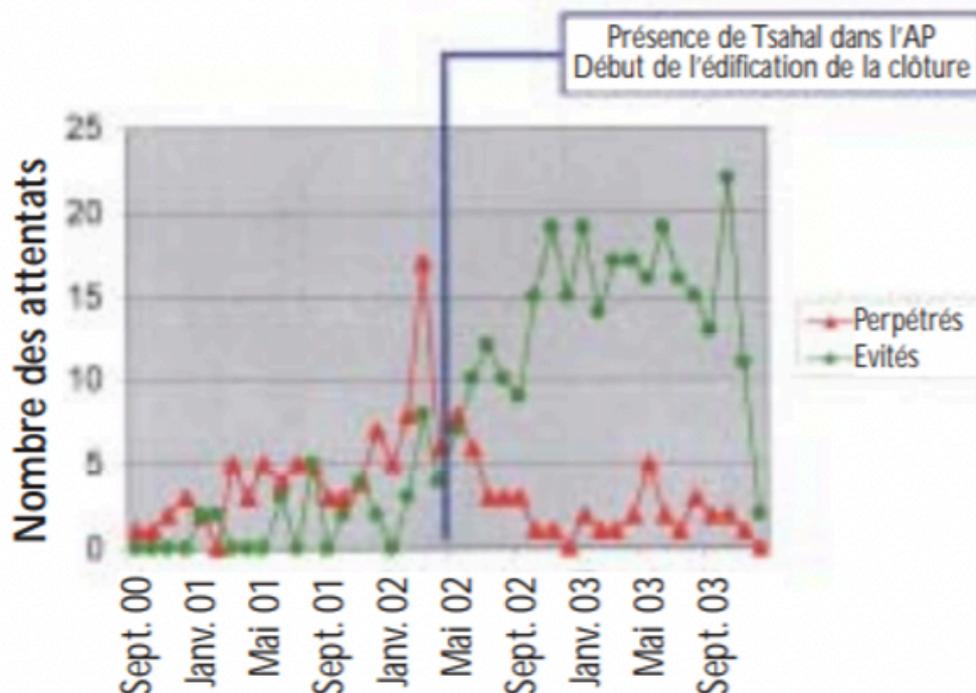
« Quand les Palestiniens refusaient la paix », Shlomo Ben-Ami, ministre des Affaires étrangères israélien au moment des négociations de Camp David en 2000, Outre-Terre, 2004.



LA CLÔTURE ANTITERRORISTE PARTIELLEMENT ACHEVÉE A-T-ELLE REUSSI A REDUIRE LE NOMBRE DES ATTENTATS TERRORISTES ?

Les statistiques montrent une nette corrélation entre l'édification de la clôture et le déclin du nombre d'attentats terroristes à partir des régions voisines des tronçons achevés.

Entre 2002 et 2003, les données statistiques indiquent une chute de 30% du nombre des attentats perpétrés. De même, le nombre des victimes assassinées par des terroristes a diminué de 50% en 2003, par rapport à l'année précédente. Dans les régions où la clôture est édifée, le nombre des victimes assassinées par des terroristes est passé de 46 en 2003 à 0 en 2004.



Efficacité de la clôture

« La clôture antiterroriste d'Israël », extrait du rapport de la division de l'information et de l'Internet du Ministère israélien des affaires étrangères, octobre 2004 p.17 <http://securityfence.mfa.gov.il>

Charte du Mouvement de la Résistance Islamique - Palestine (Hamâs)

Palestine : 1 Muharram 1409 Hégirienne

18 Août [âb] 1988 Chrétienne

Préambule :

Au nom de Dieu le miséricordieux, celui qui fait miséricorde [...]

"Israël existe et continuera à exister jusqu'à ce que l'islam l'abroge comme il a abrogé ce qui l'a précédé".

Les Etats et gouvernements arabes et islamiques :

Article vingt-huitième :

L'invasion sioniste est une invasion cruelle qui ne recule devant aucun procédé mais utilise tous les moyens vils et corrompus pour réaliser ses aspirations. Pour ses opérations de subversion et d'espionnage, elle s'appuie fortement sur les organisations secrètes qu'elle a engendrées comme la franc-maçonnerie, les clubs Rotary et Lyons et autres organisations d'espionnage. Toutes ces organisations secrètes ou publiques opèrent au service des intérêts du sionisme et sous ses orientations. Elles visent à miner les sociétés, à détruire les valeurs, à annihiler les consciences, à pourrir la morale et à anéantir l'islam. Ce sont elles qui sont derrière le commerce de la drogue et de l'alcool sous toutes leurs formes pour faciliter au sionisme puissance et expansion.

Les Etats arabes qui entourent Israël sont priés d'ouvrir leurs frontières aux combattants du jihad, fils des peuples arabes et islamiques, pour qu'ils puissent jouer leur rôle et joindre leurs efforts à ceux de leurs frères de l'Association des Frères musulmans en Palestine.

Quant aux autres Etats arabes et islamiques, ils sont priés de faciliter les déplacements des combattants du jihad vers et depuis [leur territoire], c'est le moins qu'ils puissent faire. [...]

Israël, par sa judéité et ses Juifs, constitue un défi pour l'islam et les musulmans : "que les lâches jamais ne ferment l'oeil".

Le 25 janvier 2006, le Hamas remporte les élections législatives palestiniennes. Cette organisation islamiste très structurée prône officiellement la destruction d'Israël, comme l'indique sa Charte du 18 août 1988 [voir extraits ci-dessus]
Traduction Jean-François Legrain, CNRS, Institut de Recherche sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM).

KAL
THE ECONOMIST
London
ENGLAND



« Israéliens et Palestiniens à la table des négociations », KAL, The Economist.

=> La guerre civile palestinienne entre le Fatah de M. Abbas et le Hamas débute après la victoire du Hamas aux élections législatives de 2006. Elle dure jusqu'en 2011.



En 2008, Israël propose de restituer 93% de la Cisjordanie, Jérusalem-Est et 6% du territoire israélien contiguë à la bande de Gaza. Le Premier ministre israélien d'alors, Ehud Olmert, pousse sa proposition très loin en acceptant le placement de la Vieille Ville de Jérusalem, mur des Lamentations compris, sous contrôle international. [...]. Mahmoud Abbas refuse la proposition jugée comme « une perte de temps » [source : chaîne israélienne Channel 10].

Source carte : carte officielle des négociations révélée par Al Jazeera en 2011 dans le cadre des « Palestine Papers », « The napkin map revealed », Gregg Carlstrom, 23 janvier 2011, www.aljazeera.com



L'Etat hébreu a décidé de suspendre les négociations, de paix avec les Palestiniens, à la suite de la réconciliation entre l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) du Président Mahmoud Abbas et le mouvement armé Hamas

« Accord Hamas-Fatah : Israël suspend les négociations de paix », France 24, 24 avril 2014 /

Et les Palestiniens, ils votent quand ? le Monde à l'envers, chronique radiophonique de Jean-Marc Four, France Inter, mercredi 18 septembre 2019.

« Cette question, c'est un peu le fantôme dans le placard. Le sujet palestinien : oublié, devenu invisible tellement il a été relégué à l'arrière-plan.

Et pourtant, si on réfléchit deux secondes, quel contraste, ça saute aux yeux. Depuis 2006, Israël a connu 6 élections: avec une offre politique dont chacun pense ce qu'il veut, mais le moins qu'on puisse dire est qu'elle est variée... 9 partis représentés au Parlement à l'issue du scrutin d'hier.

Et pendant ces mêmes 13 années, depuis 2006, les territoires Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, juste à côté, ont connu... zéro élection ! Vu la pyramide des âges chez les 5 millions de Palestiniens, ça veut dire que plus du tiers du corps électoral en âge de voter n'a jamais voté. Tous ceux qui ont entre 18 et 30 ans.

Alors évidemment, on peut rétorquer que ce sont les deux faces d'une même pièce, que la Palestine est à l'arrêt parce qu'Israël l'a décidé.

C'est en partie vrai. Je m'explique.

- D'une part, les coalitions de droite dirigées ces dernières années par Netanyahu refusent obstinément que les Palestiniens de Jérusalem Est puissent voter, et c'est un facteur bloquant pour le scrutin.

- D'autre part, l'impasse politique palestinienne arrange Netanyahu qui peut ainsi invoquer l'absence d'interlocuteur légitime pour toute discussion de paix.

Ajoutons que la position américaine d'arrêt de l'aide financière aux Palestiniens ne facilite pas l'organisation du vote. Tout cela est vrai, mais ça n'explique pas tout.

Il y a aussi une responsabilité palestinienne et elle est forte.

Il y a d'abord cette incapacité des frères ennemis du Hamas et du Fatah à trouver un terrain d'entente. Les premiers contrôlent Gaza, les seconds la Cisjordanie. Et ils se renvoient, comme une patate chaude, la responsabilité mutuelle de l'absence d'élections. Résultat : des législatives ont régulièrement été promises ces dernières années, en 2014, en 2018, cette année encore. Mais rien ne vient.

Et dans chaque camp, la répression s'accroît contre les opposants de l'autre camp : arrestations, tortures, selon un rapport de Human Rights Watch de l'an dernier. La scission entre Gaza et la Cisjordanie est devenu l'alibi pour ne pas organiser d'élections. Ça va plus loin. De chaque côté, le pouvoir s'est désormais concentré dans les mains de quelques-uns.

Prenons la Cisjordanie : le Parlement ne siège plus, c'est donc le gouvernement qui décide de tout, par décrets. Et pendant que la crise économique s'accroît (la banqueroute n'est pas loin), les dirigeants palestiniens n'oublient pas de se servir. Voitures de luxe, évasion fiscale, emplois fictifs, augmentation de salaire pour les ministres (il y a 2 ans). Les caisses sont vides mais pas pour tout le monde. On comprend que les caciques du régime n'aient pas envie d'élections. Vu l'âge du corps électoral palestinien, le risque serait réel de voir un coup de balai, avec l'émergence de nouvelles figures inattendues.

Donc le Hamas comme le Fatah préfèrent de beaucoup s'organiser sans élections [...]. »

Pour une Majorité d'Etats arabes, la guerre avec Israël, motivée par l'affaire palestinienne, c'est terminé », chronique d'Alain Frachon, le Monde, 11 mars 2021

Le 8 mars, une étonnante formation aérienne a sillonné le ciel du Moyen-Orient. Deux bombardiers stratégiques américains, des B-52H, étaient en exercice de démonstration de force. C'est l'accompagnement qui a retenu l'attention : des chasseurs F-15 israéliens, puis saoudiens et qataris. Le Pentagone a parlé d'une « *patrouille multinationale* » – américano-israélo-arabe. La même semaine, Thomas Friedman, l'un des chroniqueurs du *New York Times*, relevait ce chiffre : depuis octobre 2020, et l'annonce de la normalisation des relations entre Israël et l'Etat des Emirats arabes unis (EAU), 130 000 Israéliens ont visité Abou Dhabi, la capitale des EAU. Le vol El Al Tel-Aviv - Abou Dhabi ne désemplit pas. Les ressortissants de l'un et l'autre pays sont dispensés de visa. Les puissants fonds financiers émiratis envisagent des participations dans la haute technologie israélienne.

Signataire avec l'EAU des « accords d'Abraham » – sur l'établissement de liens officiels avec Israël –, le micro-émirat de Bahreïn fait appel, poursuit le *New York Times*, à l'Israel's Mekorot National Water Company pour désaliniser l'eau. « La diplomatie d'Abraham », prophète œcuménique, n'aurait pas eu lieu sans le feu vert de l'Arabie saoudite. Elle a été approuvée par la Ligue arabe – en dépit des protestations des Palestiniens. Initiative de l'administration Trump, elle a été saluée aux Etats-Unis bien sûr, républicains et démocrates à l'unisson, mais aussi en Europe, à Moscou et à Pékin, chacun ânonnant un vague couplet sur la question palestinienne.

Après une longue brouille de nature politico-idéologique, l'émirat du Qatar se réconcilie, un peu, avec la maison des Saoud, mais sans suivre encore la ligne abrahamique. Cependant, à la demande d'Israël, le Qatar achemine régulièrement une assistance humanitaire à Gaza, ce territoire palestinien que contrôle le Hamas, rappelle Gilles Kepel dans son dernier livre – « *Le Prophète et la pandémie* ». Premier Etat arabe à ouvrir une ambassade à Tel-Aviv (en 1979), l'Egypte du maréchal Abdel Fattah Al-Sissi coopère aujourd'hui avec l'armée israélienne contre les réseaux gangstero-islamistes du Sinaï. La Jordanie – qui a suivi l'exemple de l'Egypte en 1994 – entretient depuis les meilleures relations avec Tsahal.

Echec du nationalisme arabe

Comme le remarquait dès l'automne 2020 le journaliste Guy Sotbon, savant vétéran des aventures du Moyen-Orient, « *personne ne l'annonce, mais la guerre est finie* ». Pour une majorité d'Etats arabes – on ne parle pas de l'opinion arabe –, l'état de guerre avec Israël, motivé par l'affaire palestinienne, c'est terminé.

On dira que cette situation ne date pas d'hier, mais les « accords d'Abraham » l'officialisent. Il y a des évidences qui gagnent à être expressément formulées. Ces accords « *enterrent le conflit israélo-arabe comme facteur structurant le Moyen-Orient* », écrit Kepel. L'histoire a besoin de marqueurs : « *On tourne la page de la résolution [de la Ligue arabe] de Khartoum dont les signataires, au lendemain de la guerre de juin 1967, s'engageaient, selon la règle des trois "non", à refuser à Israël toute paix, reconnaissance ou négociation.* »

Les raisons qui expliquent la marginalisation de la question palestinienne sont nombreuses : fin de la guerre froide ; échec du nationalisme arabe ; moindre importance du pétrole moyen-oriental ; coupable complaisance américaine et européenne pour la colonisation israélienne ; division du mouvement national palestinien ; explosion du radicalisme djihadiste